

# Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

## ÉDITORIAL

### Perdre en octobre, gagner en février!

Comme on pouvait le craindre, l'UDC est sortie grande vainqueur des dernières élections. Les Verts progressent également, alors que le PSS et l'extrême-gauche perdent des plumes. Toutefois, les rapports de force gauche-droite restent assez stables; c'est surtout au sein de la gauche et de la droite que se font les rééquilibres; d'autre part, le PSS fait des résultats bien différents selon les cantons (voir art. p. 3 pour une première analyse). Ces résultats annoncent une nouvelle législature difficile pour la gauche et pour la progression de nos idées. Il sera nécessaire de se mobiliser au maximum contre les propositions de la droite. L'occasion se présentera très rapidement avec la votation populaire du 20 février prochain sur l'allègement de la fiscalité des entreprises, suite au référendum de la gauche. Cette réforme entraînera des pertes fiscales qui pourront se monter jusqu'à deux milliards de francs pour la Confédération, les cantons et les assurances sociales et qui ne bénéficieront qu'aux 40'000 gros actionnaires en Suisse. Ces mesures bénéficieront prioritairement aux gros actionnaires détenant d'importants paquets d'actions dans de grandes entreprises, comme la famille Schmidheiny dans la multinationale du ciment Holcim, la famille Blocher détentrice de la majorité d'actions chez EMS ou encore les familles Oeri et Hoffmann chez la pharmaceutique Roche. Une telle baisse de la fiscalité des actionnaires incitera également les entreprises à privilégier le versement de dividendes, plutôt que d'investir leurs bénéfices dans le développement de leur entreprise. Une victoire en février est absolument nécessaire si l'on veut mettre un frein au programme de la droite d'allègement pour les plus nantis et de restrictions pour les plus démunis.

Réd.



Mr. Smith s'est aussi heurté au pouvoir de l'argent lorsqu'il est allé à Washington (dans le film de Frank Capra, 1939)

## DOSSIER: FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

### Le trou noir de la démocratie suisse

Les institutions démocratiques suisses sont célébrées par tous les partis politiques: la démocratie directe (initiative populaire et droit de référendum) et le fédéralisme sont considérés par les citoyens comme le modèle de démocratie le plus abouti, car il permet une large expression populaire, non seulement lors des élections, mais aussi en votations, aux trois niveaux de l'Etat. Pourtant, il plane une grande hypocrisie sur la démocratie suisse: la question du financement de la vie politique.

Dans ce domaine, l'opacité est totale et les inégalités de ressources semblent considérables. On ne sait rien sur le financement des partis, des campagnes électorales ou de votation contrairement à l'ensemble des pays européens. Cela fait longtemps que la gauche a soulevé ce problème et demandé des réformes simples dans ce domaine: transparence accrue, plafonnement des montants engagés ou soutien public aux partis. Pourtant, la droite s'est opposée avec constance à toutes améliorations. La disproportion des moyens engagés lors de la dernière campagne des élections fédérales a une nouvelle fois montré la nécessité et l'urgence d'imposer un certain nombre de règles minimales dans ce domaine.

Réd.  
Suite du dossier en pages 5 à 10

Points forts  
Analyse des  
élections  
fédérales

Page 3

International  
La pêche  
sénégalaise  
sinistrée

Page 12

National  
L'imposture  
fiscale de la  
droite

Page 13

## De 1930 à 2007

1930. L'Allemagne démocratique élit son chancelier. Un des candidats se nomme Adolf Hitler. Avec son parti nazi, il a passé un accord avec les plus grands industriels allemands. Ils sont prêts à financer la campagne électorale et en contre-partie Hitler s'engage, une fois élu, à éliminer les syndicats et à maîtriser les salaires des ouvriers.

Hitler est élu. Immédiatement il met les syndicats hors la loi et emprisonne les chefs socialistes et autres opposants.

2007. Au printemps, les patrons suisses dénoncent la convention collective du bâtiment, au 1er août. En septembre, l'UDC reçoit la grosse somme de 15 à 20 millions pour sa propagande, de source

inconnue, mais prévisible. Je ne peux pas croire que Blocher et l'UDC aient passé un arrangement avec Economiesuisse, mais les apparences sont troublantes.

Le peuple suisse, comme les Allemands d'alors, ont de la peine à croire à un projet visant le pouvoir absolu anti-démocratique. Les Suisses ne me croiront pas, comme les Allemands de 1930 n'ont pas cru Willy Brandt et le pasteur Niemöller, visionnaires d'alors. Quand nous ouvrirons les yeux, il sera trop tard. Peuple suisse, réveille-toi! Ta démocratie est en danger. Ne me crois pas, mais on t'aura averti. Rendez-vous dans 1 à 2 ans.

Claude Gonthier

### BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES BRÈVES

#### • MERCI!

Pages de Gauche remercie ses lecteurs qui ont fait un geste en faveur de notre mensuel dans le cadre de notre soixantième numéro. Mais l'effort doit être poursuivi. Seul mensuel de gauche en Suisse romande à n'être lié à aucune formation politique, ce journal repose sur ses seuls abonné-e-s pour continuer à animer le débat citoyen. Si vous nous lisez avec plaisir, parlez-en! Et si vous désirez des numéros à distribuer pour nous faire connaître, contactez-nous!

#### • RAPPEL!

Notre site fait peau neuve! Anciens numéros, articles étoffés, actualités, collaborations avec d'autres magazines... A découvrir d'urgence:

[www.pagesdegauche.ch](http://www.pagesdegauche.ch)

## Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr.49.-  
Abonnement de soutien: Fr.130.-  
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-ur-s): Fr.29.-  
CCP 17-795703-3

Contact par courrier ou à  
info@pagesdegauche.ch  
www.pagesdegauche.ch

#### Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne  
info@pagesdegauche.ch

#### Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Nicolas Gachoud (NG), André Mach (AM), Raphaël Mahaim (RM), Cyril Mizrahi (CM), Philippe Mivelaz (PhMi), Line Rouyet (LR), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Julien Wicki (JW).

#### Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meillard, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

#### Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

#### Collaboration permanente:

Christian D'Andrès, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philipp Müller, Marc Olivetta, Christian Vulliod.

#### Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

#### Mise en page:

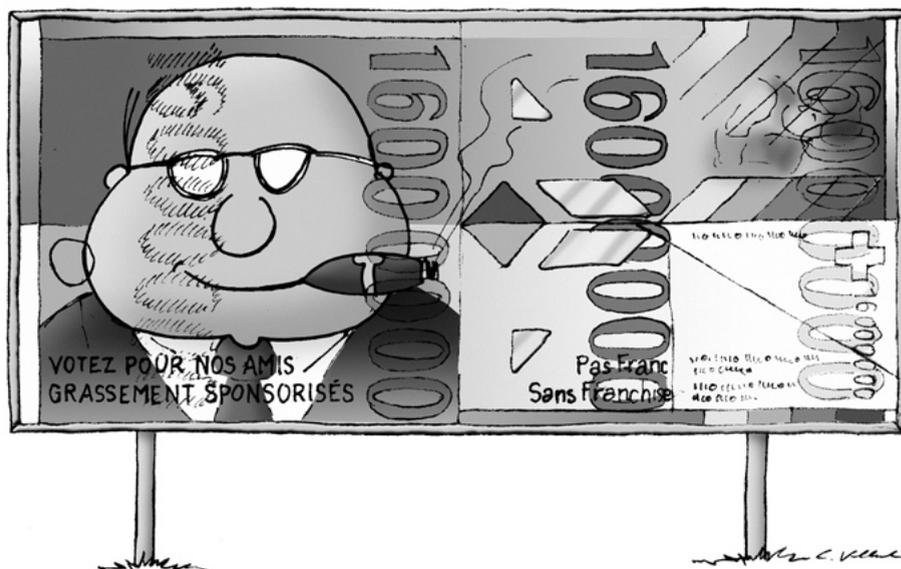
Julien Wicki, Lausanne

#### Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

### SOMMAIRE

- 1 Perdre en octobre, gagner en février
- 2 De 1930 à 2007
- 3 Ce qui ne nous tue pas, nous rend-t-il plus fort?
- 4 Un conflit coréen
- 5 à 10 Dossier: *Financement des partis politiques*
- 11 Pour un prix du lait équitable
- 11 Le GSSa, 25 ans de lutte anti-militariste et pacifiste
- 12 Quand les pêcheurs sénégalais ne peuvent plus vivre de leur pêche
- 13 Politique fiscale suisse: la preuve du mensonge de la droite
- 14 Chroniques culturelles
- 15 Entretien avec Anne-Catherine Ménétrety-Savary
- 16 La dernière – Agenda



# Ce qui ne nous tue pas, nous rend-t-il plus forts?

*La défaite de la gauche, et en particulier du parti socialiste, aux élections fédérales doit nous inciter à rebondir. Mais sur de bonnes bases.*

La cause est entendue, la gauche s'est ramassée. Au niveau du rapport de force global, la gauche (PSS+Verts+ extrême-gauche) est passée de 32,3% en 2003 à 30,6% en 2007; au niveau des sièges au Conseil national, de 69 à 65 sièges. Au sein de la gauche, l'essentiel des pertes du PS (-3,8% à 19,5%; soit -9 sièges) s'expliquent par la croissance des Verts (+2,2% à 9,6% et +7 sièges). Au sein de la droite, l'UDC a définitivement assuré son hégémonie avec 29% des voix (+2,3%) et enterré ce qui restait des radicaux à 15,6% (-1,6%), le PDC se maintenant à 14,6%. Notons encore les 3 sièges décrochés par les Verts libéraux au détriment du PS à Zürich.

## LE VERT EST À MOITIÉ PLEIN

Ce tableau général cache des évolutions différentes suivant les cantons. Là où les pertes socialistes sont les plus grandes, Zürich (-5,9% et -3 sièges), Berne (-6,8% et -2 sièges), Bâle-Ville (-5,7% et -1 siège) ce sont aussi des endroits où les Verts ont fait de grandes percées (ZH: +2% et +1 sièges, ainsi que les Verts libéraux: +7% et +3 sièges; BE: +3,6% et +1 sièges; BS: +3% et +1 siège). Mais on aurait tort d'en conclure pour autant que les Verts ont infligé une défaite aux socialistes! En effet, dans les cantons où le PS a progressé, cela n'a pas empêché la marche des Verts: à Fribourg (PS: +1,2%; Verts: +2,3%), Vaud (PS: +0,3%; Verts: +3%), Bâle-Campagne (PS: +0,7%; Verts: +1,2%). A l'inverse, là où un gouvernement cantonal de gauche mène une politique de droite, la chute du PS est égale à celle des Verts (Neuchâtel: -3,3% et -4,4%, avec l'absence de Cuche sur la liste), au profit de l'extrême-gauche. Notons encore que le PS a progressé dans le Jura (+2,7% en l'absence d'une liste verte).

S'en tenir à une explication portant sur la crainte du réchauffement climatique pour expliquer les bons résultats des Verts semble un peu court. Ces derniers sont en progression générale,

celle-ci se fait au détriment du centre-droite dans les cantons où le PS est de gauche (Vaud, Fribourg,...), elle se fait au détriment du PS là où celui-ci prétend avoir un positionnement social-libéral (Berne, Zürich,...).

## LA GAUCHE, C'EST PAR OÙ?

Au vu de ces chiffres, il est ahurissant d'avoir à entendre les récriminations de l'aile social-libérale du PS (les Claude Janiak, Simonetta Sommaruga, Daniel Jositsch, etc.) qui prétend que la défaite est due à un positionnement trop à gauche et trop proche des syndicats. Les cantons (BE, ZH) où l'aile libérale a imposé ses vues (politique sécuritaire répressive, défense du consommateur plutôt que du salarié, ...) sont justement ceux où le PS s'est effondré. A l'inverse, là où une ligne de gauche à prévalu (VD, FR, JU) le PS gagne des points, sans que cela ne nuise aux Verts.

Les bons résultats individuels de certains tenants de cette aile aux Etats (Sommaruga à Berne, Galladé à Zürich, Janiak à Bâle-Campagne), ainsi que leur bons résultats sur les listes socialistes au National, sont à replacer dans le contexte de chute de la gauche. Les électeurs qui plébiscitent leur ligne les placent certes en tête, mais ceux qui ont été déçus par l'abandon d'une ligne de gauche ne votent plus pour les socialistes. Le débat doit donc porter sur les résultats (piteux) de leur liste, plutôt que sur leurs scores individuels.

## ABSTENTION: PIÈGE À ... ÉLECTEURS

L'idée que la conquête d'électeurs formerait un jeu à somme nulle (ceux que je gagne sont ceux perdus par les autres) est juste, à condition que la participation soit de 100%. En Suisse, elle est de moins de 50% depuis plus de 30 ans. Elle a néanmoins progressé, passant à 48,9% (+3,7% par rapport à 2003); les enquêtes électorales

nous diront comment se sont répartis ces nouveaux électeurs. Quoi qu'il en soit, la donnée majeure de ce scrutin est qu'il existe 50% de citoyens suisses qui n'ont pas voté, et qui appartiennent en majorité aux classes populaires et moyennes, ces classes dont la gauche doit défendre les intérêts. Comment aller chercher ce réservoir immense de voix, bien plus grand que tous les dixièmes de pourcent éventuellement arrachés aux Verts libéraux et autres centristes?

## COMMENT REBONDIR?

La première piste à envisager est que la gauche doit afficher un message clair: ses valeurs ne sont pas négociables. Si le compromis est parfois nécessaire au Parlement, c'est une faute de l'afficher comme un but politique en soi. Dans ce contexte, la participation au Conseil fédéral est une fois de plus posée. Les avantages indéniables acquis grâce à la présence de deux conseillers fédéraux socialistes, contrebalancent-ils les dommages portés à la lisibilité du message politique? Quand le PS participe à un gouvernement qui affaiblit systématiquement les services publics et les prestations sociales, qui baisse les impôts des millionnaires, etc, ne brouille-t-il pas le message d'opposition qu'il

devrait porter? Les Verts, malgré leur progression nette ne sont pas prêts à réclamer un siège sans condition; ils ne le demanderont qu'en échange d'un programme de législature excluant l'UDC.

La deuxième piste passe par la reconstruction d'une capacité de mobilisation. La gauche ne doit pas se laisser bercer par les douceurs du parlementarisme, qui ne constituent qu'un aspect du combat politique. Notre objectif majeur – la démocratisation permanente de la société et de l'économie – ne pourra se réaliser que par la mobilisation sur les lieux de travail, la résistance aux démantèlements sociaux dans la rue, la lutte pour l'environnement dans les associations, etc. Dans ce travail de mobilisation, les associations et les syndicats sont nos partenaires indispensables. Il ne doit plus être possible d'être membre d'une association de défense de l'environnement sans automatiquement voter à gauche, il ne doit plus être possible à l'inverse, de militer à gauche, sans militer sur son lieu de travail et en adhérant à un syndicat.

La défaite parlementaire de cet automne ne nous a pas tués, elle pourrait même nous rendre plus forts.

Romain Felli

## PEINTURE SURRÉALISTE?



# Un conflit coréen

*Après avoir défrayé la chronique avec ses 34 jours de grève de la faim, une lutte syndicale commencée à l'autre bout du monde vient de s'achever tristement à Lausanne. Retour sur un combat acharné pour la dignité des travailleurs.*

*Par Yan Giroud,  
président du comité de soutien  
aux syndicalistes coréens*

Jung Hae Jin, travailleur journalier précaire de la construction, s'est immolé le 27 octobre dernier en Corée du Sud, à 50 km de Séoul. Un acte désespéré après 113 jours de grève, lors d'une manifestation réprimée par une brigade anti-émeute des forces de police.

Quatre cents électriciens protestaient après l'échec de négociations visant à établir une convention collective. Leurs revendications: la reconnaissance de leur syndicat, 44 heures de travail hebdomadaires et des mesures de sécurité pour le travail sur les lignes à haute tension. L'employeur avait aussi envoyé des hommes de main contre les syndicalistes.

## UN CONTEXTE HOSTILE AUX SYNDICATS

Les conflits sociaux, en Corée du Sud, sont d'une rare violence pour un pays démocratique. Selon différents rapports de l'OIT, en effet, il y règne une «hostilité viscérale des autorités à l'idée même des relations professionnelles et de la grève», ainsi les activités syndicales y sont encore largement criminalisées. De nombreux syndicalistes sont condamnés à des peines de prison en vertu de l'article 314 du code pénal portant sur l'«entrave à l'activité économique», article «systématiquement invoqué pour sanctionner les syndicalistes qui exercent leur droit de grève».

Même si la transition démocratique de la Corée du Sud à partir de 1987, après vingt-cinq ans de dictature militaire, a permis la reconnaissance théorique de certaines libertés syndicales, force est de constater que la plupart de ces libertés restent virtuelles et que l'esprit de la dictature perdure. Le pays n'a d'ailleurs toujours pas ratifié les conventions 87

(liberté syndicale et protection du droit syndical) et 98 (droit d'organisation et de négociation collective) de l'OIT.

## QUAND TETRA PAK S'EMBALLÉ

C'est dans ce contexte que la multinationale de l'emballage Tetra Pak ouvre une unité de production à Yeosu, province agricole à une centaine de kilomètres de Séoul, à la fin des années 1980. Ses produits arroseront l'ensemble de l'Extrême-Orient durant les deux décennies qui suivront.

*...s'affranchir des trop longues humiliations infligées par une société où l'on criminalise celles et ceux qui se battent pour leur dignité...*

Les ventes sont exponentielles, de même que les bénéfices. En 2003 éclate un conflit dont l'une des revendications principales est la reconnaissance du droit de grève; la direction plie après trente-cinq jours d'arrêt de travail. Dès lors, 73 des 76 ouvriers de production sont syndiqués, un délégué syndical à 100% est salarié de l'entreprise.

Depuis, la direction n'a eu de cesse de tenter de briser cette force syndicale et les mesures de représailles envers les syndicalistes n'ont cessé de pleuvoir. A commencer par la suppression pour les membres du syndicat des heures supplémentaires et de week-end, indispensables pour équilibrer un budget familial dans un pays où le salaire de base assure à peine la moitié du minimum vital. En effet, selon la délégation syndicale coréenne des travailleurs de Tetra Pak, leur salaire de base représente l'équivalent de 1'500 francs suisses par mois, alors qu'un minimum de 3'200 francs est requis pour une famille avec deux enfants. Les employés sont donc contraints de cumuler les heures supplémentaires pour atteindre le minimum vital. D'autre part, il faut mentionner

que le personnel ouvrier dispose de deux jours de vacances annuelles... Les augmentations salariales sont aussi devenues plus généreuses pour les non-syndiqués.

Puis, une partie de la fabrication destinée à l'exportation est transférée à Singapour et Dubaï, entraînant une perte de 45% de la production du site. La direction régionale a alors décidé d'imposer ses conditions, notamment la suppression du droit de grève et le remplacement du délégué syndical. Ceci en violation de plusieurs dispositions internationales en matière de liberté syndicale. Le syndicat ayant refusé d'entrer en matière sur de telles conditions, la direction décide alors de fermer le site en mai 2007. Le personnel en est informé sans autre forme de procès au mois de mars. Un plan social, généreux mais non négocié, est octroyé au personnel. Malheureusement, à part l'arrosage financier, ce plan social typiquement patronal ne prévoit rien pour assister les salariés dans la recherche d'un nouvel emploi.

## UNE LUTTE EXEMPLAIRE

Bien que des difficultés financières soient invoquées pour justifier la fermeture de l'usine, le syndicat redoute que l'entreprise ne rouvre quelques mois plus tard avec du personnel non syndiqué et donc corvéable à merci. Une partie des syndicalistes refuse donc le plan social et exige la réouverture du site. Commence alors un bras de fer entre le syndicat et une direction particulièrement arrogante. Casseurs et forces de police tentent de briser le mouvement de protestation. Diverses plaintes pénales sont déposées contre les syndicalistes qui se retrouvent de plus sur une liste noire qui leur interdit de facto l'accès à un nouvel emploi.

Le dialogue avec la direction locale étant devenu impossible, les travailleurs décident alors de

monter plus haut. Une délégation est formée pour aller en discuter directement avec la direction générale de Tetra Pak. Elle part fin août. Après une première escale infructueuse en Suède, départ pour la Suisse où est établi le *headquarter* mondial du groupe Tetra Laval - sans doute pour la beauté du site, même si la notion de paradis reste très personnelle...

La direction générale, tout aussi arrogante, que celle de Corée, consent à peine à recevoir la délégation pour lui infliger un monologue d'une demi-heure, puis les prie de s'en aller.

Deux mois et une grève de la faim plus tard, sous les pressions politiques et médiatiques, la direction coréenne est rappelée à Pully pour qu'elle négocie une sortie de la crise. Une fragile solution avait enfin été trouvée suite à de longues journées de négociations sous l'égide du Département vaudois de l'économie qui n'a pas ménagé sa peine. Des négociations difficiles, caractérisées par une absence totale de confiance entre partenaires sociaux, par la violence des rapports entre ces derniers, les velléités de vengeance et les hésitations d'un mouvement syndical encore jeune.

Un dialogue marqué et marquant aussi par le besoin d'une poignée d'ouvriers de s'affranchir des trop longues humiliations infligées par l'arrogance d'une société où les sphères politique et économique s'allient pour criminaliser celles et ceux qui se battent pour leur dignité de travailleurs. La fragile solution, pourtant raisonnable, fut finalement refusée par les travailleurs restés en Corée, réduisant à néant six mois de lutte et trente-quatre jours de grève de la faim.

### Pour en savoir plus

[www.ktu.org](http://www.ktu.org) (la KTU est l'équivalent coréen à l'USS)

## DOSSIER: FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

# Le trou noir de la démocratie suisse

La question du financement de la vie politique, et des partis politiques en particulier, est un vieux «serpent de mer» de la politique suisse, qui a fait l'objet de propositions parlementaires de manière répétée depuis les années 1960. Pourtant, aucune mesure concrète n'a été adoptée par le Parlement. Cette question n'a fait que rejaillir avec plus d'acuité au cours de la dernière campagne pour les élections fédérales, où la disproportion des moyens engagés était absolument flagrante.

Les institutions démocratiques suisses, avec la démocratie directe (initiative populaire et référendum) permettent l'expression très large des demandes populaires. Cependant, s'il existe un «trou noir» dans les institutions politiques suisses, c'est bien la question du financement de la vie politique, que ce soit des partis ou des campagnes de votation, pour lequel il règne une absence totale de règles au niveau fédéral et cantonal. Dans ce domaine, c'est l'opacité complète et cela s'explique très simplement: l'opposition constante des partis bourgeois à toute mesure visant à introduire une plus grande transparence et des mesures de soutien public aux partis, comme cela se pratique dans la totalité des pays européens.

**UN VIEUX DÉBAT**

«Si l'on veut que le citoyen exprime sa volonté sans qu'elle soit tronquée, il faut alors lui donner la possibilité de mesurer le potentiel d'influence politique des gros bailleurs de fonds, et les imbrications financières et les situations de dépendance possibles

des partis à l'occasion des élections et votations.» C'est ainsi que s'exprimait, non pas le parti socialiste ou autres gauchistes, mais le Conseil fédéral dans son rapport sur l'aide aux partis politiques de 1988 (Feuille fédérale 1989, vol. I: p. 156), faisant suite à de très nombreuses interventions parlementaires provenant essentiellement de la gauche. Il reconnaissait ainsi dans ce rapport le problème de la «pauvreté» des partis politiques en Suisse, notamment par rapport aux puissantes associations économiques, bien dotées financièrement (voir p. 16). Cette faiblesse des partis est encore accentuée par le système de milice du Parlement, où les députés sont souvent dépendants de certains groupes d'intérêt.

Pourtant, depuis lors rien n'a changé ou quasiment rien (reconnaissance constitutionnelle des partis politiques dans la nouvelle Constitution de

1998 et amélioration des indemnités pour les parlementaires). Durant les années 1990, les partis bourgeois se sont constamment opposés aux mesures visant une plus grande transparence du financement des partis ou un soutien public. L'opacité des sources de financements des partis politiques, mais aussi plus largement de la vie politique, notamment lors des campagnes référendaires, reste totale.

Même si la complexité des institutions politiques suisses (le fédéralisme avec ses différents niveaux d'exercice de la démocratie et l'existence de la démocratie directe) rend la législation difficile dans ce domaine, l'élément déterminant réside dans l'absence de volonté politique de légiférer sur ces questions.

**URGENT D'AGIR...**

Il est évident que l'issue d'une votation ou le succès aux élections ne se réduit pas à

l'ampleur des moyens financiers engagés. Cependant, affirmer qu'ils n'ont pas d'impact sur la formation de la volonté politique parmi les citoyens est un clair mensonge, sinon comment expliquer les montants considérables qui sont consacrés à la propagande politique par certains milieux économiques ou par l'UDC?

Les mesures envisageables pour combler ce «trou noir» de la démocratie suisse sont nombreuses (voir article p. 6 et 10). Parmi les principales, on peut mentionner: transparence des sources de financement des partis, plafonnement des dépenses ou soutien public accru aux partis. De telles mesures permettraient de garantir une plus grande transparence, de réduire les inégalités entre les différentes forces politiques et d'éviter les excès lors de la dernière campagne électorale.

*André Mach*

**Campagnes électorales**

Il est nécessaire d'obtenir, rapidement, un plafonnement des dépenses de campagnes

6

**Gauche: l'impasse électoraliste?**

Les partis de gauche ne doivent pas oublier que leur première force, ce sont leurs membres.

7

**Dans les cantons**

Les expériences cantonales dressent des pistes pour le futur.

8

**Expériences étrangères**

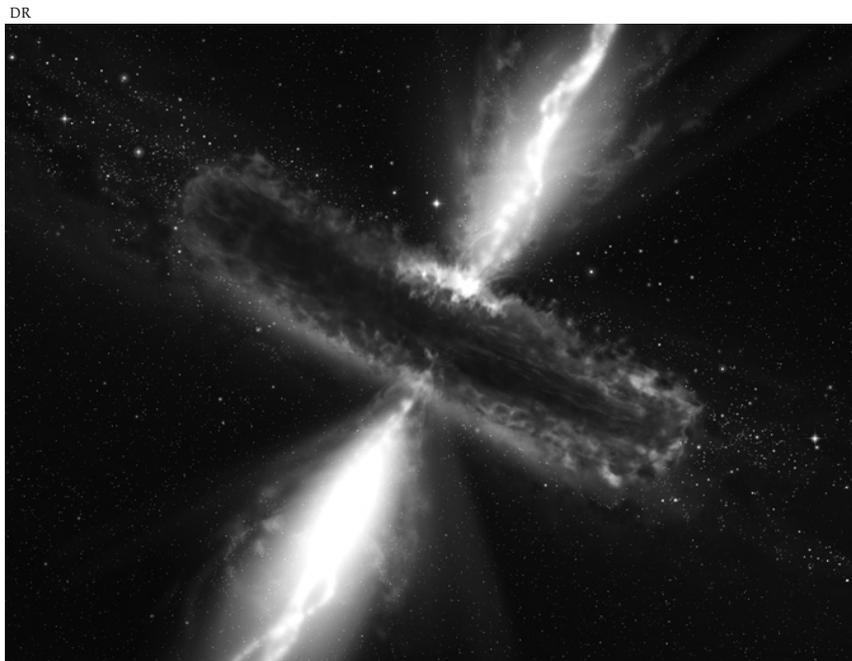
Les systèmes français, étasunien et allemand sous la loupe.

9

**Propositions**

Quelles sont les solutions que doivent promouvoir les partis de gauche? Tour de la question.

10



## DOSSIER: FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

# Pour un plafonnement des dépenses de campagne

*Après la débauche de moyens observée aux dernières élections, il est nécessaire de réfléchir à des solutions, tels que le plafonnement des dépenses de campagnes.*

Par Roger Nordmann,  
Conseiller national, PS-VD

Les élections fédérales ont montré une débauche de moyens financiers sans précédent. Avec des dépenses globales estimées à environ 50 millions, un palier quantitatif vient d'être franchi. La répartition des moyens reste invariablement asymétrique. Plusieurs comités attribuent à l'UDC une bonne moitié des dépenses. Selon ces sources, PDC et PS auraient chacun dépensé un dixième de ce magot, les Radicaux étant un peu mieux dotés, et les Verts un peu moins bien.

Dans une campagne, le matraquage publicitaire constitue un outil efficace. Il permet de s'affranchir des médias. Ainsi, la fameuse campagne des moutons n'a décollé qu'au moment où l'UDC a pu placarder ses troupeaux sur les murs, alors que sa conférence de presse fut un flop. Le même scénario s'est répété avec la théorie du complot contre Blocher: dix jours d'annonces non-stop ont permis d'imposer le sujet. Du reste, si le matraquage publicitaire n'était jamais efficace, l'UDC n'aurait pas investi autant, car elle sait calculer.

## L'ARGENT N'EST PAS TOUT

A ce stade du débat, il faut relever que l'argent n'est pas tout, comme le montrent les contre-exemples suivants:

· Avec un bon message et un peu de vent arrière de la part des médias, les Verts ont pu progresser sans disposer d'un gros budget.

· L'argent ne remplace pas le fond du message: les Radicaux avaient le deuxième plus gros budget, mais un message inaudible.

· Le PS vaudois a pu pro-

gresser avec un des budgets les plus modestes: fr. 150'000.- au total pour le Conseil national et le premier tour du Conseil des Etats. Le soussigné n'a personnellement dépensé que 600.- au total pour sa campagne: 370 courriers et l'hébergement de son site web. Inversement, certaines sections alémaniques avaient des budgets de l'ordre du million et leurs candidats disposaient de

... *Dans une campagne, le matraquage publicitaire constitue un outil efficace...*

comités personnels, ce qui ne les a pas empêchés de perdre parfois 30 % de leurs sièges.

· La gauche et les cantons ont torpillé le paquet fiscal avec 2,5 millions, alors que les partisans disposaient de 23 millions.

Le fait que certains partis dépensent leur argent de manière inefficace ne doit cependant pas occulter le risque de distorsion de l'argent dans une campagne, lorsque celui-ci est dépensé efficacement.

## DÉRIVES ET REMÈDES

Au-delà de l'inégalité des chances, la course aux budgets de campagne comporte des risques importants: surenchère pour le financement et risque de corruption; dérive ploutocratique: la politique peut être achetée par des milliardaires; forte exposition des partis politiques et des élus aux pressions des lobbies. Ces derniers n'hésitent plus à financer les campagnes des partis et des personnes en échange des services rendus. Le constitutionnaliste Tiziano Balmelli parle à juste titre de «*dégradation des processus démocratiques*». Il poursuit en soulignant

que «*les formes de propagandes de nature purement commerciale étouffent le débat public sur les problèmes de société et les propositions de solution(...)*».

## TROIS SOLUTIONS

Pour y remédier, trois solutions sont envisageables:

Premièrement, la transparence du financement des partis et des lobbys. Le Conseil National a récemment rejeté mon initiative parlementaire dans ce sens par 78 voix contre 60. Ce score serré montre que les partis du centre ne sont plus complètement insensibles au problème. Cette solution ne résoudrait cependant pas forcément la question de l'inégalité des chances: si le ou les milliardaires qui financent l'UDC assument leur position, l'inégalité demeure. J'avais tenté la voie de la transparence parce qu'il s'agit de la restriction la plus légère des droits fondamentaux. Son application aurait permis de démasquer les lobbys. Il restera cependant difficile de trouver une majorité, car les Radicaux craignent de perdre leurs meilleurs donateurs, et de s'affaiblir encore un peu face à l'UDC.

Deuxièmement, le plafonnement des dépenses de campagnes: cette solution a le mérite d'empoigner frontalement le problème. Les expériences étrangères et les travaux de Tiziano Balmelli montrent qu'elle est tout à fait praticable, du moins à partir du moment où les listes électorales sont déposées. Moyennant quelques dispositifs anti-contournement, le système marche. Cette solution pourrait s'avérer plus attrayante pour le PRD et le PDC, car elle garantit un rééquilibrage face à l'UDC. Les discussions en marge de mon initiative sur la transparence m'ont montré au centre-droite

une certaine ouverture à ce propos. C'est donc une voie à poursuivre. Quantitativement, il faudrait limiter les campagnes à un total national global d'environ 5 millions par parti, ce qui correspondrait environ aux campagnes PS et PDC. La limitation des budgets de campagnes deviendrait en tous les cas indispensable si la publicité politique était autorisée à la télévision. Par le biais de l'accord MEDIA avec l'UE, ce risque semble malheureusement devoir se concrétiser.

A relever que le plafonnement des dépenses de campagnes désamorce en partie le problème de la transparence: s'il n'a pas de besoins financiers trop élevés, un parti peut plus facilement se permettre de refuser les contre-parties exigées par certains bailleurs de fonds. C'est donc un gage d'indépendance.

Troisièmement, un financement étatique qui aille au-delà de celui attribué actuellement aux groupes parlementaires pour leur secrétariat scientifique. Cette solution n'a cependant pas que des avantages: primo, elle n'apporte rien

... *Le financement étatique contribue à figer les rapports de force existants...*

si elle n'est pas combinée au plafonnement des dépenses. Secundo, elle peut avoir un effet pervers, à savoir celui d'obliger les lobbys à surenchérir pour «*acheter*» les partis. Tertio, elle implique une certaine forme de cartellisation et accroît l'inertie de la vie politique, car les partis établis en retirent un avantage. Si elle se fait au prorata des rapports de force existants, elle contribue à figer ces derniers, ce qui n'est pas souhaitable.

## DOSSIER: FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

## L'impasse électoraliste à gauche?

*La gauche, par définition, ne peut pas compter sur le puissant soutien financier des milieux économiques. Elle compte donc avant tout sur ses militant-e-s et ses élu-e-s. Mais l'intérêt qu'elle porte à ses mandataires lui a fait perdre de vue ce qui doit rester son objectif prioritaire: un élargissement de sa base.*

Commençons par quelques poncifs qu'il est bon de rap-peler... Si, à droite, les partis sont qualifiés de «bourgeois», ce n'est pas par un heureux hasard lexical.. En Suisse, le bien nommé «bloc bourgeois» s'est formé au début du XXe siècle: une coalition des partis de droite dont le ciment était clairement l'anti-socialisme (au sens large) et la sauvegarde des intérêts de l'économie capitaliste que le mouvement ouvrier s'était promis d'abattre. Ce n'est donc pas un lieu-commun que de dire aujourd'hui que les partis de droite sont les partis de «l'économie»; ceux-ci le sont par définition.

## LA GAUCHE SANS BASE?

Dans le rôle de challengers, les partis de gauche. Ne pouvant pas compter sur l'appui des milieux économiques, il leur reste deux principales options pour remplir les caisses: s'appuyer sur leurs membres et sur leurs élu-e-s, ce que fait par exemple le PSS à hauteur de 85% de son budget. Mais l'équilibre entre ces deux sources de financement est difficile à trouver, notamment en raison de la faiblesse numérique des partis de gauche. Le Parti du Travail revendique 2'000 membres, les Verts 6'000 et le PS 35'000. C'est bien peu par rapport aux 85'000 moutons de l'UDC, aux 100'000 du PDC et aux 120'000 du PRD (chiffres de la Confédération selon les estimations des partis, 2007). Certes, il faut prendre ces chiffres avec circonspection, notamment ceux du PDC et du PRD qui sont surévalués. En effet, ceux-ci distinguent mal «membres» et «sympathisants». Mais, même avec des estimations revues à la baisse pour les partis bourgeois, le PS arrive très loin derrière le plus mauvais élève de droite. Comment comprendre que la deuxième force politique

de Suisse soit aussi celle qui possède la base la plus faible? Cette constatation pose évidemment des problèmes politiques en termes d'assise locale et de force de mobilisation mais elle pose également des problèmes éminemment financiers. A priori, on pourrait croire que les partis de gauche demandent un effort plus important à leurs membres vu l'importance qu'y revêtent les cotisations dans leur financement. On détendrait alors la raison de leur faiblesse numérique: une sélection par le porte-monnaie. Ce serait oublier que les cotisations y sont calculées en fonction du revenu. Une personne à faible revenu ne paiera pas plus au PS qu'à l'UDC (dans le canton de Vaud, 50.- environ).

## MON ROYAUME POUR UN SIÈGE

La raison est peut-être à chercher sur une autre ligne du budget, celle de la contribution des mandataires. Les partis de gauche demandent un effort important à leurs élu-e-s. C'est particulièrement vrai pour le PS qui possède la plus forte insertion dans les différents organes du pouvoir; celle-ci fait des mandataires les principaux bailleurs de fonds du parti et donne une autre dimension aux campagnes électorales... L'enjeu n'est plus seulement politique, il est financier. Cette dépendance contraint le PS en particulier, mais la gauche en général, à concentrer son effort à l'égard des campagnes électorales car un recul électoral peut avoir des incidences graves sur les finances. Cet effort, force est de constater qu'il se fait au détriment d'un effort envers un élargissement de sa base. Par exemple, si le parti socialiste lausannois perdait un siège à la Municipalité, cela représenterait une baisse de 6% de son budget (chiffres du PSL). Autre exemple,

l'éviction d'A Gauche toute du Grand Conseil genevois et la perte de deux sièges au Conseil national, l'un à Genève, l'autre dans le canton de Vaud, grèvent sérieusement le budget de la gauche de la gauche. Qu'en serait-il si l'effort se portait sur le recrutement d'une base plus large? Imaginons que le PSS arrive à hisser le nombre de ses adhérent-e-s au rang du plus mauvais des partis de droite (le PDC qui, selon les estimations les plus pessimistes ne rassemblerait que 75'000 membres). Imaginons ensuite que ces nouveaux membres paient tous la cotisation minimale de 55.-. Cette estimation, minimaliste, représenterait plus de deux millions de francs. Quant aux plus petites formations, combien de membres leur faudrait-il trouver pour compenser la perte de un ou deux sièges?

THINK GLOBAL, ACT LOCAL  
NOUS DIT L'UDC

On peut défendre l'idée que la victoire de l'UDC aux dernières élections s'est construite sur une «campagne nationale» que l'on oppose au «régionalisme» des autres partis. Ce serait oublier que ce parti a incroyablement étendu son implantation, jusqu'à revendiquer la création d'une nouvelle section par semaine lors des dix dernières années. Ce chiffre est, comme tout bon chiffre donné par l'UDC, sans doute biaisé mais il permet une constatation: une campagne nationale se construit en complémentarité avec une bonne assise locale. Accroître cette assise devrait être la priorité de la gauche, à plus forte raison puisqu'elle place au cœur de ses préoccupa-



tions la défense de la majorité d'une population qui ne récolte que les miettes du grand banquet néolibéral. De plus, accroître la part des militant-e-s dans le financement des partis, c'est se débarrasser de toute dépendance. Car si les partis de droite dépendent des milieux économiques, les partis de gauche, eux, dépendent de leur insertion dans un système qui reste très majoritairement bourgeois. Reste à ne pas faire de la recherche de nouveaux adhérent-e-s une fin en soi. Le PS français en a fait la cruelle expérience. Après une vaste campagne de recrutement pré-électorale reposant sur «l'effet Royal» (+70'000 membres), la gueule de bois post mai 07 est difficile et les défections de ces nouveaux militants très nombreuses. (Libération, 22 octobre 07). Mener une campagne de recrutement ne peut pas se faire autour de personnalités ou de quelques slogans, elle doit se faire autour d'un programme alternatif et progressif qui permette aux sympathisant-e-s de gauche de s'investir dans un parti qui leur offrira plus qu'une course aux voix lors du prochain raout électoral.

Julien Wicki

## DOSSIER: FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

# Vaud: un premier pas vers la transparence?

*Dans le canton de Vaud, la gauche a réussi à débloquent le dossier du financement des partis.*

Par Stéphane Montangero,  
député PS au Grand Conseil  
vaudois

Jamais un parti politique n'aura mis autant d'argent dans une campagne politique que l'UDC lors des dernières élections fédérales. Et jamais la violence d'une campagne ne fut aussi visible, dans le nombre des annonces de presse et des affiches publiques. Selon l'institut d'études de marché *Media Focus*, pour le seul mois de septembre 2007, près de 11 millions ont été ainsi déboursés. Plus globalement, *Media Focus* estime que l'UDC a dépensé plus que la somme totale de tous les autres partis. Celle-ci et le parti radical se paient même le luxe d'apparaître dans les 15 plus gros publicitaires de Suisse (4ème place pour l'UDC, 14ème pour le PRD), bien avant *Media Markt* (21) ou le *Crédit Suisse* (28). Ce sont des millions qui ont été ainsi dépensés ces derniers mois. Et une question surgit : qui a payé la note?

## UNE QUESTION

A cette question cruciale, le parlement fédéral n'a pas voulu répondre. Mais fort heureusement, en terres vaudoises, un premier pas significatif dans cette direction a été franchi le 2 octobre dernier, puisque que le Grand Conseil vaudois a adopté la motion du parti socialiste, exigeant que le Conseil d'Etat légifère en matière de transparence financière et de plafonnement des dépenses de campagnes politiques.

Depuis, les débatteurs bourgeois se sont offusqués médiatiquement de cette mesure et ont avancé le fait que la publication d'un registre des intérêts des parlementaires suffisait largement pour savoir si une personne élue pouvait connaître,

au moment d'un vote, un conflit d'intérêts. Il convient de saluer la tenue de tels registres, pour l'existence et la publication desquels il a souvent fallu se battre âprement et durant de longues années. Mais ils sont hélas bien insuffisants. En effet, la population, qui élit des personnes pour la représenter, est en droit de savoir non seulement qui siège dans quel conseil d'administration, mais également qui aurait reçu un soutien financier et de quelle entreprise. La transparence est un vecteur de confiance fondamentale entre la population et ses élus. La garantir permet de renforcer les nécessaires liens de confiance, terreau de notre système démocratique. Alors comment procéder pour parvenir à cette transparence?

## AGIR SUR LE PLAN CANTONAL

Afin de maintenir la liberté de choix et l'accès des

citoyennes et citoyens à l'information politique, d'assurer une véritable indépendance des partis politiques par rapport aux intérêts privés et de garantir une égalité des chances entre formations politiques, un minimum de règles doit être établi. La Suisse ne disposant pas à l'heure actuelle de réglementation stricte sur le financement des partis politiques, ce problème doit être réglé au niveau cantonal.

La motion adoptée par le Grand Conseil vaudois suit deux axes: le plafonnement des budgets de campagne et la transmission annuelle des comptes de tout groupement qui présente des candidates ou candidats sur des listes électorales au niveau communal, cantonal ou national. Le Conseil d'Etat doit donc désormais présenter au parlement un projet de modification de loi allant dans

ce sens. D'autres motions allant dans le même sens devraient être déposées prochainement dans d'autres parlements cantonaux par des élus socialistes. Et si d'aventure plusieurs d'entre elles devaient passer la rampe des législatifs, ce serait sans aucun doute un moyen de pression formidable sur la Confédération pour en faire de même.

Pendant des années, le parti socialiste s'est battu pour obtenir la publication des registres d'intérêts des parlementaires. Il a fini par obtenir gain de cause. Il convient désormais de parvenir à faire tomber un autre bastion de l'omerta: celui du financement des campagnes politiques. Un premier pas a été franchi par le parlement vaudois. Mais il en faudra encore bien d'autres pour parvenir à garantir des règles du jeu claires et équitables pour notre vie politique.

## EXEMPLES À SUIVRE: TESSIN ET GENÈVE

Comme sur le plan fédéral, les législations cantonales en matière de financement de la vie politique sont quasiment inexistantes, à l'exception des cantons du Tessin et de Genève, qui ont introduit récemment (en 1998 et 1999) des règles minimales de transparence dans le financement des partis.

Au Tessin, il est prévu que les versements aux partis qui dépassent 10'000 francs doivent être communiqués à la Chancellerie afin d'être publiés dans la Feuille officielle.

A Genève, la loi cantonale sur l'exercice des droits politiques prévoit à son article 29a «Transparence», adopté en 1999:

1) Tout parti politique, association ou groupement qui dépose des listes de candidats pour des élections fédérales, cantonales

ou municipales soumet chaque année ses comptes annuels à l'inspection cantonale des finances, avec la liste de ses donateurs.

2) Les dons anonymes ou sous pseudonyme sont interdits.

3) De même, tout groupement qui dépose une prise de position lors d'une votation fédérale, cantonale ou municipale dépose dans les 60 jours les comptes relatifs à l'opération de vote concernée, y compris la liste des donateurs, à l'inspection cantonale des finances.

4) A défaut, la participation de l'Etat aux frais électoraux du parti politique, association ou groupement n'est pas versée.

5) Les comptes déposés et les listes de donateurs sont consultables par toute personne exerçant ses droits politiques dans le canton.

Ainsi, même pour les votations, les associations qui prennent officiellement position doivent montrer «patte blanche». Il faut cependant signaler qu'en cas de non respect de la présentation des comptes, la sanction reste assez faible, puisque le non-versement de la participation de l'Etat aux frais électoraux est assez minimale. En effet, ce soutien financier aux partis politiques se monte au maximum à 10'000 francs.

AM

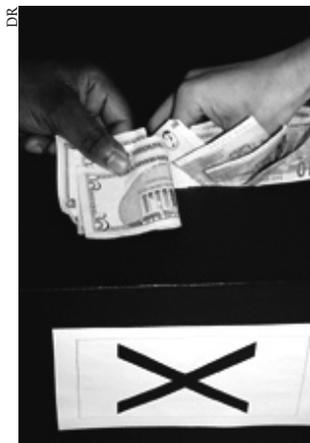
## A LIRE

Tiziano Balmelli, *Le financement des partis politiques et des campagnes électorales*. Editions universitaires de Fribourg, 2001

## DOSSIER: FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

## Expériences étrangères

*La plupart des démocraties ont aujourd'hui des systèmes plus ou moins développés de financement public de la vie politique, ainsi que des exigences de transparence. Petit aperçu.*



## DOUCE FRANCE...

En France, les «affaires» de corruption ont conduit à une remise à plat du système en 1995. Les dons d'entreprises, associations, par exemple, sont désormais interdits. En contrepartie, le financement public a été augmenté et s'élève à 85% du financement des partis politiques désormais. Le reste est constitué des cotisations et des dons.

Le financement public total en 2007 est de 73 mio. d'euros (CHF 120 mio.), qui est réparti entre une trentaine de partis ou groupements. L'argent est divisé en deux fractions, la 1ère en fonction des résultats aux dernières élections, la 2ème en fonction du nombre de députés. Il existe des règles sur la représentativité, et des sanctions financières pour les partis qui ne proposent pas une parité de femmes. Grosso modo, chaque voix pour un parti lui rapporte chaque année 1,70€. En 2004 l'UMP a ainsi touché 33 mio. d'euros, le PS 19 mio., le FN 4,5 mio., l'UDF 4,5 mio., le PCF 3,7 mio., etc.

Les dépenses pour les campagnes électorales sont plafonnées, il n'est pas possible de dépenser plus de 14 millions d'euros pour le premier tour des présidentielles. L'Etat finance les campagnes législatives sous forme de remboursement des dépenses (jusqu'à 50% du plafond autorisé).

L'expérience française montre que l'augmentation du financement public, couplée à un contrôle approfondi des comptes a été le seul moyen de combattre la corruption. Le désavantage est

que les partis, de gauche en particulier, ne doivent plus compter sur l'élargissement de leur base pour les soutenir. Les partis sont plus animés par la conquête de voix pour leur financement que par le renforcement de leurs bases militantes.

## USA: L'ARGENT N'A PAS D'ODEUR

Le scandale du Watergate (1974) a été la raison de la réforme du financement de la vie politique américaine. Un financement public des campagnes pour les élections présidentielles a été mis en place. Ce financement se fait par «matching funds» par lequel l'Etat donne 1\$ pour chaque dollar privé amassé par le candidat dans les élections primaires; les dépenses totales étant alors plafonnées. Par contre si un candidat veut dépenser plus que le plafond, il doit se passer du

financement public. Une fois les candidats désignés, l'Etat offre de nouveau un financement public,

*... La démocratie américaine ressemble de plus en plus à une ploutocratie...*

mais couplé à un plafond. De 1976 à 2000 tous les candidats ont utilisé le système de financement public, depuis 2000 tant les démocrates que les républicains ont décidé de dé plafonner leurs dépenses et donc de se passer de cette source de revenu.

La loi McCain-Feingold adoptée en 2002 a interdit le «soft money», c'est-à-dire les dons illimités faits directement en cash aux partis politiques et provenant surtout des entreprises, et elle a régulé le «hard money», c'est-à-dire l'argent donné par des particuliers aux candidats en fixant

une limite à \$2000; les dons au-dessus de \$200 doivent être rendus publics.

Cette loi n'a pas empêché l'augmentation vertigineuse des dépenses de campagnes. Là où elles s'élevaient en 2000 à \$1,5 milliard elles sont passées en 2004 à 2,5 milliards. Pour les élections de 2008, les chiffres des élections primaires (celles qui servent à désigner le candidat de chaque parti) sont déjà impressionnants, Hillary Clinton, par exemple, a accumulé plus de 90\$ millions.

Un financement public même important semble donc insuffisant à réguler les dépenses politiques, s'il n'est pas accompagné d'un plafonnement strict des dépenses. La démocratie américaine ressemble de plus en plus à une ploutocratie.

Romain Felli

## LES FONDATIONS POLITIQUES ALLEMANDES

Le système politique allemand permet aux partis représentés au Parlement (Bundestag) d'accéder, au prorata de leur nombre d'élus, à des fonds publics pour établir des fondations politiques. Le montant annuel est de l'ordre de 300 millions d'euros.

Seule la fondation du SPD (socialistes), la Friedrich Ebert Stiftung, a été créée avant la guerre, en 1925. Elle offrait initialement des bourses aux étudiants d'origine ouvrière. Interdite en 1933, elle a été refondée en 1946. La Konrad Adenauer Stiftung a été créée en 1964, par la réunion de trois instituts proches de la CDU (conservateurs); la Hanns Seidel Stiftung de la CSU (chrétiens-sociaux bava-rois) en 1967, la Friedrich Naumann Stiftung (FDP libéraux) en 1952, la Heinrich Böll Stiftung en 1997, par la fusion de trois

organisations proches des Verts. La dernière en date (1999) est la Rosa Luxemburg Stiftung, du PDS/Die Linke.

Environ 1500 personnes sont employées par les fondations en Allemagne et dans le reste du monde. Par leurs bureaux de représentation à l'étranger et à travers des projets ponctuels, elles interviennent dans toutes les régions du monde. Les fondations Adenauer et Ebert disposent chacune d'une soixantaine de bureaux et mènent actuellement des projets dans plus de cent pays. La fondation Rosa Luxemburg vient d'ouvrir ses premiers bureaux à l'étranger (Varsovie, Moscou, Sao Paulo et Johannesburg).

Chaque fondation privilégie évidemment la coopération avec les formations partageant les idées et les valeurs proches des leurs, qu'il s'agisse de partis

politiques, de syndicats, d'associations, de centres de recherche ou de formation ou d'ONG.

A part leur activité internationale, les fondations ont une activité d'éducation, de formation et de recherche en Allemagne même. La fondation Ebert, par exemple, entretient 19 centres de formation et de réunion, notamment la maison natale de Karl Marx à Trèves, et organise de nombreuses conférences, séminaires, colloques, expositions, etc. Elle gère en outre une bibliothèque et le Archiv der sozialen Demokratie à Bonn, une des collections les plus importantes de documents historiques du mouvement ouvrier (allemand et international). Enfin, elle offre des bourses d'études et publie un grand nombre de livres et de brochures.

Dan Gallin

## DOSSIER: FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

# Quel système de financement sera le garant de la démocratie?

*La réalité est dure et claire: supprimer les injustices en termes de financement de la vie politique sera un long combat, étant donné les intérêts des partis bourgeois à garder une disproportion des moyens. Quel serait le système idéal?*

Aucune importante mesure n'est entrée en vigueur au niveau national en ce qui concerne le financement des partis ou des campagnes politiques. Le débat se situe aujourd'hui sur deux plans: la faisabilité politique et l'idéal normatif. Il s'agit d'avoir en tête la vision d'un système qui serait le plus approprié et le plus juste, tout en proposant un plan d'action pour évoluer dans le bon sens qui ait une certaine chance de succès.

## DÉFINIR DES CRITÈRES

Le premier pas d'une réflexion en vue de la proposition d'un modèle est l'établissement de critères qu'il devrait idéalement remplir. Voici cinq critères qui semblent se distinguer pour une telle évaluation: le traitement équitable des idées, celui des personnes, l'absence de corruption, la lisibilité politique, l'indépendance des partis.

### 1 - EGALITÉ DES IDÉES

Un bon système devrait garantir que les citoyens soient exposés à une quantité comparable de publicité ou d'argumentation pour chacune des idées défendues dans le cadre d'une votation ou pour chaque programme dans le cadre des élections. Une surexposition médiatique permet d'imposer des idées ou des thématiques au détriment d'autres. Un bon système de financement de la vie politique devrait donc garantir qu'il n'y ait jamais une disproportion des moyens en faveur d'un camp particulier.

### 2 - EGALITÉ DES PERSONNES

Chaque personne souhaitant s'engager dans une activité politique devrait pouvoir le faire avec les mêmes moyens qu'une autre. Aujourd'hui, le fait d'être riche ou soutenu par des grandes fortunes facilite beaucoup l'ex-

position personnelle ou celle des partis. Aussi, les moyens financiers d'une grande organisation devraient être plus conséquents que ceux d'une petite organisation. Il faut toutefois éviter le risque de cristallisation de la société si de trop grands partis s'accaparent le financement.

### 3 - ABSENCE DE CORRUPTION

Si des élus défendent les intérêts de tiers qui les financent au détriment de leurs valeurs, on peut parler de corruption. Bien que beaucoup rient lorsque l'on dit cela - preuve du manque de confiance généralisé envers la politique - les personnes élues sont sensées défendre les points de vues sur la base desquels elles se sont fait élire par la population. Or il est difficile de croire que le financement d'une campagne par des entreprises ou des privés (surtout anonyme) soit dénué d'intérêts personnels.

### 4 - LISIBILITÉ POLITIQUE

Le critère précédent appelle aussi celui-ci: la visibilité des soutiens financiers, la transparence, permet au citoyen d'exercer son droit de vote en ayant conscience des relations de financement présentes dans les campagnes électorales ou de votation.

### 5 - INDÉPENDANCE DES PARTIS

Le système de financement de la vie politique ne doit pas créer une dépendance des partis vis-à-vis d'institutions qui pourraient alors dicter leur comportement. Les partis doivent être indépendants par rapport à l'Etat ou à des entreprises.

### VERS UN MODÈLE PLUS JUSTE

Un modèle qui satisferait le mieux possible ces critères serait un système mélangeant transparence, plafonnement et soutien public. La transparence

des comptes pour les dépenses de campagne et le plafonnement de ces dépenses garantiraient d'éviter les excès, mais ne permettent pas en soi de garantir que les formations sont traitées également. En effet, certains partis n'auraient pas les moyens d'atteindre le plafond alors que d'autres y parviendraient très facilement. Le financement public permet donc de mettre tout le monde sur pied d'égalité, et s'il est couplé au plafonnement, il ne causera pas un accroissement de la propagande. Il reste toutefois la question du critère d'attribution des moyens par l'Etat; elle est centrale.

L'attribution directe en fonction des membres des partis

*... Une initiative populaire proposant transparence et plafonnement pourrait ouvrir le débat public sur la question...*

poserait le problème du contrôle par l'Etat de l'appartenance aux partis. Par contre, il pourrait être possible de demander à chaque citoyen, un peu sur le même modèle que l'impôt ecclésiastique dans certains cantons, lorsqu'il remplit sa déclaration d'impôts, s'il souhaite apporter son soutien à un parti. Un montant fixe pourrait ainsi être reversé aux partis selon une clé d'allocation déterminée par les voix des personnes ayant souhaité soutenir un parti lorsqu'ils ont rempli leur déclaration. Un système de cotisation plafonné suffisamment bas pourrait toutefois être maintenu, pour permettre aux membres des partis de leur donner un soutien plus accru, mais si la limite est placée trop haut, des inégalités apparaîtront à nouveau.

La force d'une telle proposition est le couplage d'un plafonnement des dépenses par

campagne avec un système permettant un financement régulier des partis. Cela garantit l'égalité des idées grâce au plafonnement par campagne. Le système garantit l'égalité des personnes, puisque chacun peut attribuer un soutien au mouvement politique de son choix ayant la même valeur. Il évite la cristallisation des formations, car la clé d'attribution du financement est régulièrement renouvelée et non uniquement après les élections. L'absence de corruption est garantie par l'absence de financement privé exagéré et la transparence des comptes, qui assure également au citoyen le fait de savoir qui soutient quelle cause et en tirer les conclusions qu'il voudra en termes d'intérêts. Enfin, les partis deviennent indépendants des riches contributeurs ou des entreprises, ainsi que de l'Etat puisque ce dernier n'a aucune décision à prendre dans le processus et n'obtient jamais la liste des membres des partis.

Probablement que la réalité politique rendra difficile l'adoption d'un tel système par un parlement fortement de droite. Une initiative populaire avançant dans ce sens, en proposant par exemple transparence et plafonnement au début pourrait en revanche ouvrir le débat public sur la question. A plus long terme, peut-être qu'un modèle raisonnable de financement public pourra entrer en vigueur, s'il est élaboré suffisamment intelligemment pour en éviter les problèmes usuels. L'avantage de l'initiative populaire est que le soutien de l'opinion publique semble pour le moment présent, mais le risque est justement celui que l'on veut combattre avec la proposition: les moyens financiers mis en avant pour empêcher son succès seront considérables...

Samuel Bendahan

# Pour un prix du lait équitable!

80'000 producteurs européens se mobilisent pour obtenir un prix du lait équitable. Pour quels enjeux?



Par **Nicolas Bezençon**,  
secrétaire syndical à **Uniterre**

La production laitière européenne n'a plus la capacité de satisfaire les besoins destinés à l'exportation. Cette situation crée une surchauffe sur l'ensemble des marchés et les prix s'envolent, au détriment des consommateurs et des paysans. Les deux sont en effet pris en otage par des intermédiaires toujours moins nombreux et toujours plus puissants.

Cette situation est liée aux politiques agricoles libérales menées depuis plus d'une dizaine d'années. Sous pression de l'OMC, la production laitière a tendance à se concentrer et à s'intensifier dans les zones les plus avantageuses. Cette course effrénée vers des prix bas signifie pour nombre de paysans du Nord et du Sud l'arrêt ou la réorientation définitive de la production. Dans les zones concurrentielles, les prix ne permettent plus de subvenir aux besoins financiers importants pour développer les infrastructures, augmenter la production, rémunérer correctement les actifs supplémentaires

(famille et employés) et garantir une charge environnementale minimale. Dans ces conditions, il est devenu difficile de maintenir voire d'augmenter la production laitière européenne sans augmenter le prix du lait.

Dans ce but, 80'000 paysans (dont 250 en Suisse romande) ont créé une plateforme européenne appelée **European Milk Board**. Celle-ci revendique unanimement un prix du lait équitable pour tout le lait produit en Europe. Ce prix doit couvrir au minimum les coûts de production. En Suisse, ces coûts se montent à minimum 1 Frs/litre de lait (prix actuel 0.70 Frs/litre).

La stratégie de l'organisation est la suivante. Elle se décline en 6 points:

**1. Taille critique pour se faire entendre:** regrouper un maximum de producteurs de lait en Europe (au moins 50% des quantités de lait des pays pour fin 2007).

**2. Communication du prix équitable:** dans chaque pays, les organisations membres s'engagent à communiquer la revendication du prix équitable aux consomma-

teurs.

**3. Gestion de l'offre par les producteurs:** d'ici 2015 pour l'Europe et 2008 pour la Suisse, les contingents de production étatiques vont disparaître. Afin de pouvoir négocier des prix directement avec les quelques mastodontes européens de l'agroalimentaire, les producteurs doivent maîtriser et regrouper leur production.

**4. Négociation directe:** les négociateurs sont engagés et élus par les producteurs. Ces derniers ont donc le droit d'accepter ou non le résultat de la négociation.

**5. Actions ultimes:** si les résultats des négociations ne sont pas satisfaisants, différentes actions peuvent être engagées et notamment une grève générale européenne des livraisons de lait.

**6. Gestion du marché et souveraineté alimentaire européenne:** l'objectif principal reste de mettre en place une politique agricole européenne basée sur le concept de la souveraineté alimentaire.

Le 17 octobre de cette année, les membres de l'organisation ont lancé officiellement une campagne européenne intitulée

«Fairmilk – bon et équitable». Ils ont organisé une «transhumance» de vaches artificielles aux couleurs des différents pays et estampillées du slogan de la campagne.

En Autriche, la vache rouge et blanche appelée «Faironika» est déjà un symbole pour les producteurs et les consommateurs de lait. Elle a été créée en 2006 par l'organisation de producteurs **IG-MILCH** (membre de **EMB**) pour promouvoir une initiative unique au monde, à savoir la commercialisation sur l'ensemble du territoire autrichien d'une brique de lait équitable. Cette initiative permet aux producteurs d'être rémunérés correctement par le marché pour le travail fourni. Plus de 100'000 litres de lait par semaine sont ainsi vendus équitablement. Une réussite qui montre qu'un avenir est possible, mais il reste du travail à accomplir!

TOUS LES DÉTAILS SUR  
LA CAMPAGNE:  
[WWW.UNITERRE.CH](http://WWW.UNITERRE.CH)  
[WWW.EUROPEANMILKBOARD.ORG](http://WWW.EUROPEANMILKBOARD.ORG)  
[WWW.FAIRMILK.ORG](http://WWW.FAIRMILK.ORG)

## Le GSsA, 25 ans de lutte anti-militariste et pacifiste



C'était le temps de l'armée vache sacrée, c'était l'époque où n'existait pas le service civil et où les objecteurs de conscience finissaient au pénitencier, comme n'importe quel criminel de droit commun: ce fut alors le temps des Comités de soldats, à qui succédèrent un groupe d'hommes et de femmes déterminés à changer les choses, malgré les échecs répétés, dans les années septante, de diverses initiatives populaires, en faveur du service civil, ou – déjà – pour l'interdiction d'exporter des armes. En 1982, ces militant-e-s pacifistes et objecteurs de conscience fondèrent à Soleure le GSsA, qui lança sa première initiative pour abolir l'armée.

Tout d'abord tourné en dérision ou insulté, le GSsA parvint à déposer son initiative en automne 1986. Le 26 novembre 1989, au terme d'une campagne agitée, pas moins de 35% de l'électorat – dont la majorité des jeunes – accepta l'initiative. En dépit de la défaite, le résultat de cette entreprise utopique ébranla fortement l'*establishment* helvétique, à témoin ce grand patron d'une grosse entreprise suisse qui, de passage à Singapour, prononça un discours tout empreint de nostalgie des valeurs perdues et se mit littéralement à pleurer lorsqu'il évoqua le „jour noir“ de la votation contre l'armée.

L'espace imparti ici ne permet pas de passer en revue tous les référendums et initiatives (la 2ème pour abolir l'armée se traduisit par une sévère défaite en décembre

2001). Mentionnons tout de même l'initiative contre l'acquisition de 34 avions de combat F/A-18: en juin 1993, cet achat fut refusé par 42,9% de l'électorat.

A l'heure actuelle, les principaux thèmes du GSsA sont relatifs à la promotion d'une véritable politique de paix – au-dehors ou à l'intérieur – l'opposition aux engagements intérieurs de l'armée – désespérément en quête d'une mission – ainsi qu'au refus de la participation suisse à des opérations militaires à l'étranger, qui – sous le prétexte fallacieux de lutte contre le terrorisme – ne sont rien d'autre que de l'aventurisme néo-colonialiste.

Concrètement, les activités principales du GSsA se sont récemment traduites par l'aboutissement, validé par la Chancellerie le 9 octobre 2007, de l'initiative *Pour*

*l'interdiction d'exporter du matériel de guerre*. Le 4 septembre dernier, au sein d'une vaste coalition, le GSsA a encore pris une part active au lancement de l'initiative *Pour la protection contre la violence des armes* – plus connue sous le nom de *Les fusils d'assaut à l'arsenal*.

Enfin, voyant que l'armée envisageait d'acquérir de nouveaux avions de combat, le GSsA avait d'ores et déjà décidé, le printemps dernier, de lancer une initiative contre cet achat ruineux – quelque 3 ou 4 milliards de francs – pour des appareils dont on ne voit vraiment pas l'utilité. Si le parlement se prononce lors de sa prochaine session de décembre en faveur du crédit d'évaluation inscrit dans le budget 2008, le GSsA lancera l'initiative.

Eric Peytremann

# Quand les pêcheurs sénégalais ne peuvent plus vivre de leur pêche

*La mondialisation des échanges et l'industrialisation de la pêche conduisent à des catastrophes sociales et écologiques.*

Un rapport de la Banque Mondiale portant sur le secteur de la pêche au Sénégal et datant de 2006 (Banque Mondiale, *Sustainable Management of Fish Resources Report*) mentionne pudiquement que «*les activités de pêche industrielle ont un impact majeur sur le secteur de la petite pêche artisanale*», et qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour «*s'assurer que la pêche industrielle n'endommage pas les zones de pêche et les stocks de poissons dont dépend la pêche artisanale*». Ces mots sont bien faibles pour décrire ce qui est devenu une crise sociale et écologique majeure.

Les petits pêcheurs sénégalais ont le malheur de vivre sur un littoral à ce point poissonneux qu'il attire depuis la nuit des temps les convoitises étrangères. Beaucoup ont compris que la pêche y était miraculeuse. Les Européens, d'abord, ont occupé le terrain pendant de nombreuses années, exploitant déjà à outrance les ressources halieutiques sénégalaises. Suite à la non-reconduction de l'accord de pêche entre le Sénégal et l'Union Européenne au début des années 2000, les chalutiers européens ont par la suite laissé la place à des chalutiers asiatiques, principalement en provenance de Chine et de Corée.

## MÉTHODES ILLÉGALES

Les grandes compagnies asiatiques concluent des accords de pêche avec le gouvernement du Sénégal. Trop content de cette occasion d'encaisser quelques droits de pêche, ce dernier fournit les autorisations à la pelle. L'intensification de la pression sur les ressources ne semble préoccuper personne. Pourtant, depuis l'arrivée en masse de ces chalutiers asiatiques dans les eaux territoriales sénégalaises, les stocks de ressources disponibles sont en chute libre.

Recourant souvent à des méthodes de pêche illégales, les chalutiers pillent littéralement les

zones côtières. Ils font notamment exploser de la dynamite au sein de bancs de poissons, pour récolter ensuite les cadavres remontant à la surface. Les gaspillages sont énormes, car seule une petite proportion de poissons morts remonte à la surface. La pêche artisanale ne peut rivaliser face à ces moyens colossaux et dévastateurs déployés par les chalutiers. Ils pêchent en principe au filet ou à la ligne, à partir de petites pirogues en bois pouvant emmener plusieurs personnes en mer.

Le poisson se faisant de plus en plus rare, les piroguiers sont contraints de partir à la recherche de nouvelles zones poissonneuses. Au nord du pays, les embarcations ne pêchent plus qu'en Mauritanie, en échange de permis de pêche achetés à prix d'or au gouvernement mauritanien.

Un pêcheur de la ville de Saint-Louis – ancienne capitale coloniale à l'extrême nord du pays – raconte le cauchemar des expéditions en mer: «*Comme nos sites de pêches se situent à des dizaines de kilomètres, dans les zones*

*côtières mauritaniennes, nous sommes contraints de partir plusieurs jours en mer. Nous pêchons le plus souvent de nuit, à la pleine lune. Deux pêcheurs, surnommés les cascadeurs ou les mousquetaires plongent jusqu'à 10 mètres de profondeur pour rabattre les bancs de poissons dans les filets. A chaque remontée, ils courent le risque de se faire broyer par l'hélice de la pirogue. Les expéditions en mer sont si dangereuses que nous faisons notre testament avant chaque départ. Lorsque nous sommes en mer et que nous avons un pépin, notre devise est «chacun pour soi et Dieu pour tous». Nous sommes conscients que nous sommes des morts-vivants».*

## PRÉCARISATION

La précarité des communautés de pêcheurs ne date pas de l'arrivée de la pêche industrielle, mais elle prend depuis lors des proportions très inquiétantes. Au retour d'une expédition, il n'est même pas garanti que chaque pêcheur reçoive un salaire. En effet, après la vente du produit de la pêche, le propriétaire de la piro-

gue doit prélever une part pour l'amortissement de celle-ci, le coût des permis de pêche achetés, ainsi que les frais de carburant. Il est fréquent qu'une pêche ne soit pas suffisante pour assurer un gain à chaque membre de l'expédition.

La précarité des petits pêcheurs sénégalais est une des conséquences directes de l'intensification de la pêche industrielle menée par les grandes industries asiatiques. Le constat est plus qu'alarmant, et le gouvernement du Sénégal ne semble pas y prêter beaucoup d'attention. C'est l'occasion de rappeler – si besoin en est – que la mondialisation des échanges commerciaux ne fait de loin pas que des gagnants. C'est aussi l'occasion de rappeler que si le poisson écoulé sur les marchés européens l'est à si bon prix, c'est parce que certains en payent le prix ailleurs. Nous autres consommateurs des pays industrialisés sommes parfois, sans le savoir, les fossoyeurs des injustices d'ailleurs.

*Raphaël Mahaim*



Port de pêche de Saint-Louis, au nord du Sénégal.

RAPHAËL MAHAIM

# Politique fiscale suisse - La preuve du mensonge de la droite

*Souvent, la droite ment au peuple. Souvent, elle s'en tire sans que l'on s'en rende compte. Au travers de la politique fiscale et des prises de positions publiques, on peut pourtant déceler les supercheries. Exemple.*

A force de se battre contre l'UDC durant la dernière campagne électorale, on en revenait presque à oublier que la xénophobie n'est que l'un des pans de la droite dure qui gouverne notre pays. Sans réelle protestation, le parlement vient d'adopter des baisses d'impôts supplémentaires pour les personnes aisées: qui aurait l'énergie de s'y opposer en pleine campagne? Sous l'écran de fumée du populisme de l'UDC on retrouve son vrai visage, mais surtout celui de ses alliés: la droite dite traditionnelle. Contre toute raison, le 1er octobre 2007, le Conseil National, sur proposition du groupe UDC, a adopté une motion demandant la baisse du taux d'imposition des personnes morales, de 8.5% à 5%. Alors que la droite se fait publiquement le chantre de l'équilibre budgétaire, il est évident qu'aucune explication n'est donnée sur le mode de financement des quelques 3.7 milliards de cadeau fiscal qui vient d'être fait à certaines entreprises.

## INJUSTICE...

Il est presque inutile de rappeler que, comme toute baisse d'impôts sur les entreprises, il s'agit d'un cadeau distribué proportionnellement au bénéfice de ces entreprises. Cela signifie que les entreprises qui licencient, qui sont profitables, les multinationales aux profits qui explosent, vont s'attribuer la part du lion et que les petites PME, ou même les grandes entreprises qui auraient la malheur d'être en difficulté (donc qui auraient vraiment besoin de soutien), bénéficieront de zéro francs (!!). Il va de soi que les travailleurs, la classe moyenne ou ceux qui sont en difficulté, eux, ne bénéficient pas non plus de cet argent. Par contre, ils le paieront sur leurs prestations ou au travers de la dette de l'état. L'UDC, et la droite qui suit son «leader-

sheep», a réussi en pleine période électorale, durant laquelle elle est sensée se montrer le plus proche du peuple possible, à donner 3'700'000'000 francs à ceux qui en ont le moins besoin: les entreprises qui font déjà du bénéfice. C'est insensé.

## ... POPULISME ET MENSONGE ...

Alors qu'en règle générale la droite arrive assez subtilement à vendre le bien commun en faisant des cadeaux à quelques uns, la publication par Smartvote

*... La fiscalité, instrument de solidarité, est une des plus importantes bases de la cohésion sociale...*

des positions politiques de certains candidats de droite au Conseil national nous permet pour une fois par écrit d'avoir une preuve incontestable du scandaleux mensonge sur lequel est basée leur action politique.

Prenons à titre d'exemple les quatre élus les plus à droite selon Smartvote pour le canton de Vaud (vous pourrez aller constater par vous-mêmes sur le site que les aberrations présentes dans leurs profils sont partagées par la majorité de leurs collègues). Partons de deux principes simples. Premièrement, la droite a toujours fait de l'équilibre budgétaire l'un de ses chevaux de bataille, au détriment du service public. Deuxièmement, et c'est aussi un fait, le déficit (ou l'excédent budgétaire) est simplement la différence entre les recettes de l'état et ses dépenses. Ainsi, pour être cohérent, objectivement, il faut que les personnes qui défendent sincèrement l'équilibre budgétaire proposent soit une réduction des dépenses et des recettes, soit une augmentation des dépenses et des recettes, soit éventuellement une réduction des

dépenses et une augmentation des recettes. Mais un scénario, un seul, est impossible: une augmentation des dépenses et en même temps une baisse des recettes, qui plongerait inévitablement l'Etat dans l'endettement.

Pourtant c'est exactement ce que ces messieurs les élus les plus à droite proposent (pas besoin de féminiser, évidemment, il y a seulement 20% de femmes de la droite vaudoises au Conseil national, qui ne sont pas les plus à droite).

Guy Parmelin (UDC), candidat au Conseil des Etats propose d'augmenter les dépenses dans les transports publics, la formation et la recherche sans couper dans aucun autre domaine. Monsieur Parmelin est-il devenu socialiste? Pas exactement, parce que si l'on va regarder dans ses réponses sur le financement de l'Etat, il propose les réponses les plus extrêmes en faveur de réductions d'impôts et de concurrence fiscale. Non, M. Parmelin, on ne peut pas couper 4 milliards d'impôts pour donner cela à la formation et aux transports, c'est le contraire!!

Claude Ruey (Libéral), élu au Conseil national, lui aussi malgré son positionnement à droite, est favorable à l'augmentation des budgets de l'aide au développement, de la formation, du transport routier (mais ni public ni pour la protection de l'environnement). Malheureusement, M. Ruey devra aussi réussir sa quadrature du cercle en nous expliquant comment il compte faire ça en menant la politique agressive de baisse de recettes de l'état prônée dans son profil Smartvote noir sur blanc!

Le suivant, Charles Favre (Radical) partage d'ailleurs l'avis de M. Ruey sur ces questions, avec les mêmes propositions d'augmentation, aucune suggestion de réduction, et surtout moins d'im-

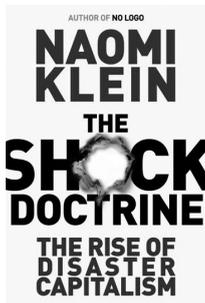
pôts. Quelques autres candidats de droite (non élus) ont au moins eu la décence d'avouer qu'ils proposent de sabrer dans la culture et la protection de l'environnement (c'est vrai que ça ne sert pas à grand chose) pour financer une augmentation des dépenses dans l'agriculture, la recherche et... les routes! (Ici, il s'agit de Michel Miéville, UDC).

Gardons le meilleur pour la fin: André Bugnon. Face à la menace d'attaque du bastion suisse par l'Union européenne, il propose d'augmenter le budget de l'armée, en plus des transports publics, des routes et encore de l'agriculture. C'est cher. Dommage que M. Bugnon propose en même temps de baisser les impôts et de maintenir la concurrence fiscale!

## ... MANIPULATION ET INHUMANITÉ

Se pose alors la question: pourquoi? Nous mentent-ils? Sont ils incompetents au point ne pas avoir compris ce qu'est l'équilibre budgétaire? (Certains indices pourraient nous dire que c'est peut-être le cas de M. Favre). C'est la question à 3'700'000'000 francs... La fiscalité, instrument de solidarité, est une des plus importantes bases de la cohésion sociale, mais elle se traduit aujourd'hui par une suite de cercles vicieux. Il y a celui de la concurrence fiscale, mais aussi celui du démantèlement social. Il y a un déficit, donc il faut baisser les dépenses. Il y a alors un excédent, donc il faut baisser les impôts. Répétez à outrance et la misère deviendra insoutenable: c'est la fameuse politique des caisses vides. L'UDC sera là pour nous dire que les étrangers en sont la cause, et relanceront la même machine pour que les défavorisés soient de plus en plus et de moins en moins forts. Stop.

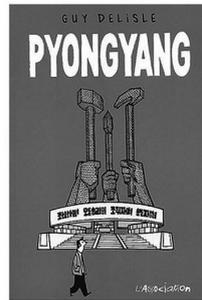
## PAGES DE GAUCHE A AIMÉ...



**Naomi Klein, *The Shock Doctrine, The Rise of Disaster Capitalism*, Knopf, Toronto, 2007**

On se souvient du succès immense de *No Logo*, l'ouvrage précédent de la journaliste canadienne Naomi Klein, qui s'en prenait aux multinationales et à l'agression publicitaire. Avec ce nouveau livre, Klein frappe un nouveau coup qui devrait susciter pas mal de débats, lorsqu'il sera traduit en français. *The Shock Doctrine* [La doctrine de/du choc. La montée du capitalisme de désastre] propose une thèse simple, mais extrêmement bien documentée, et convaincante. Contrairement à l'idée qui voudrait que le capitalisme débridé se soit imposé démocratiquement, Naomi Klein, montre que les politiques néo-libérales ont systématiquement été imposées par la force (le « choc »), y compris en brisant physiquement la résistance des travailleurs et de leurs organisations, et contre la volonté démocratique. Ce qui pourrait sembler un propos gauchiste est détaillé page après page, avec l'étude d'archives inédites des grands penseurs néo-libéraux (comme Milton Friedman), de leurs rapports avec les politiciens autoritaires qui ont appliqué leurs recettes (Pinochet, Thatcher, Bush Jr., etc.), et surtout l'analyse historique de situations concrètes (Chili, Argentine, Angleterre, puis Pologne, Russie, Afrique du Sud, Etats-Unis, Irak, etc.). La force de ce livre est dans son immense documentation (Klein s'est rendu sur tous les terrains étudiés) qui étaye de manière irréfutable son propos. On ne pourra pas le balayer d'un revers de main.

RF



**Guy Delisle, *Pyongyang*, L'Association, 2007**

A chaque page de cette bande dessinée qui frise l'absurde, on a l'impression de nager en pleine science-fiction. L'auteur nous conte ses jours dans un autre monde qui pourrait ne pas exister sur terre. Pourtant, le réalisme du discours et du personnage principal, l'auteur, détonnent dans l'univers insensé de ce drame. Un drame: on oublie au travers du cynisme et de l'humour désabusé de l'auteur le cataclysme humanitaire que représente la Corée du Nord. Le lecteur voit transparaitre au travers des dessins simples et presque enfantins la misère d'un peuple lobotomisé dirigé par des dictateurs tyranniques, fous. Pyongyang, c'est l'histoire d'un dessinateur qui est nommé responsable d'une équipe de soustraitance en Corée du Nord. L'auteur nous fait vivre quelques mois avec un occidental qui ne peut pas comprendre l'abysse culturel et politique qui le sépare du pays où il a été catapulté. L'auteur narre avec brio son expérience dans l'univers que ses hôtes ont construit autour de lui, en alternant scènes de visite touristiques et vie quotidienne. A chaque moment, on contrôle, on se bat pour la crédibilité d'un régime s'écroulant sous la pauvreté et la vétusté. Les sourires crispés de son guide ou de son traducteur occultent mal leur inquiétude: le pays en décrépitude doit paraître grandiose et uni, et les tentatives de faire croire à ce rêve semblent enfantines. En nous faisant voyager de tableau en tableau, l'auteur nous donne l'impression d'avoir tout visité de la Corée du Nord... ou en tous cas de celle qui est visible pour un étranger: pour le reste, nous en ressortons conscients de notre ignorance. Au travers de cet excellent récit, le lecteur est passionné, happé par le nouvel univers. Il n'arrive pas à croire à toutes ces histoires que l'auteur nous raconte, il prend énormément de plaisir, il trouve cela très drôle. Par contre, lorsqu'il ferme le livre et qu'il va vérifier l'existence de ce pays imaginaire sur une carte, le lecteur rit beaucoup moins...

SB



**Louis Malle, *Lacombe Lucien*, DVD, ARTE vidéo, 1974**

Juin 1944. Dans un village du sud-ouest de la France, un jeune paysan taciturne, tente d'intégrer un réseau de résistance. Débuté, il embrassera la cause des gestapistes... Louis Malle (1932-1995), cinéaste des «amants» et du «souffle au cœur», plonge en 1973, avec l'aide du romancier Patrick Modiano, dans les affres de la guerre 39-45 pour dresser le portrait d'une de ces «brebis galeuses» dont le souvenir honteux entache depuis la libération les multiples hommages rendus à «ceux qui ont dit non». En prenant pour cadre une certaine France rurale de 1944, vivant dans l'ignorance d'un débarquement allié imminent, «Lacombe Lucien» raconte l'histoire simple et terrible d'un jeune homme ordinaire et sans convictions qui en voulant se faire une place respectable dans la société va rallier la mauvaise cause. Louis Malle oppose à la représentation éculée et au final, bien rassurante, du collabo laid et frustré agissant avec la pleine conscience d'être malfaisant, celle d'un adolescent emprunté et ignare, une sorte de bloc d'argile malléable à merci à qui Pierre Blaise prête son corps massif et ses traits à peine sortis de l'enfance. *Lacombe Lucien* n'est pas un film confortable dans le sens où il n'est pas le récit d'un être qui naît à la conscience. Œuvre pétrie de compassion doublée d'une réflexion courageuse sur la fragilité de la notion de libre-arbitre, «Lacombe Lucien» se veut, au travers de son personnage principal, le portrait intemporel d'une certaine jeunesse vouées comme par essence, par l'ignorance et le trop-plein d'énergie, à devenir l'instrument de toutes les causes, fussent-elles les plus abjectes. Lors de la sortie du film en 1974, Louis Malle fut accusé d'avoir réalisé un film complaisant. Le cinéaste s'exila aux U.S.A et ne revint travailler en France qu'en 1987 à l'occasion de «Au revoir les enfants». Ce film, ayant aussi pour toile de fond la seconde guerre mondiale, mais raconté cette fois ci du point de vue plus «acceptable» des opprimés, remporta un vif succès et lava définitivement Malle de l'opprobre Lacombe Lucien.

MO

# «J'ai une confiance inébranlable en la capacité à l'autodétermination»

Après 8 ans sous la coupole fédérale et des dizaines d'années d'engagement politique, la Verte Anne-Catherine Ménétreay-Savary a choisi de ne pas briguer un nouveau mandat au Conseil National. Retour sur un engagement sans compter pour la défense d'une société plus juste et plus écologique.



**Vous venez de terminer votre dernière session au Conseil National. Pouvez-vous nous rappeler les différentes étapes de votre carrière politique?**

Mon premier engagement politique date de la fin des années 50, à l'Université de Lausanne. A l'époque, nous étions en pleine guerre d'Algérie et nous militions contre le colonialisme. Tout naturellement, je me suis inscrite au POP à la fin de mes études, en 1961, et c'est sous l'étiquette de ce parti que j'ai été élue au Grand Conseil vaudois en 1966. J'y suis restée jusqu'à la fin de 1980, date à laquelle j'ai quitté à la fois le POP et le parlement vaudois. La guerre d'Algérie m'a amenée au POP, l'occupation de l'Afghanistan par l'Union soviétique m'en a fait sortir! Mais j'avais encore d'autres divergences avec le POP. C'est en particulier l'éveil, dès les années 70, d'une conscience écologique qui m'a amenée, avec d'autres, à fonder un mouvement qui est devenu «Alternative socialiste verte». Retour au Grand Conseil vaudois en 1998, de manière inattendue, sur la liste des Verts, puis au Conseil national en 1999.

**Quelles convictions profondes ont guidé votre engagement politique?**

Liberté, émancipation, justice... J'ai eu la chance de garder toujours une confiance inébranlable dans la capacité des gens de s'autodéterminer et de développer leurs potentialités,

pour autant qu'ils puissent bénéficier de conditions favorables pour cela. Je déteste l'exploitation forcée des ressources humaines autant que le gaspillage effréné des ressources de l'environnement. La logique du profit est aliénante et destructrice. L'esprit de compétition, la peur de l'autre, le besoin de sécurité sont des constructions sociales, des instruments au service de l'exploitation et de l'accaparement des richesses, donc de l'injustice.

**Des personnalités politiques – suisses ou étrangères – ont-elles particulièrement influencé votre vision de la société?**

Peut-être pas des personnalités politiques, parce que la politique n'est jamais un modèle «pur», mais toujours un processus, un effort, un chantier forcément imparfait. Plutôt des philosophes et des écrivains. André Gorz, par exemple, avec ses *Adieux au prolétariat*, a magnifiquement éclairé mon chemin au tournant de mon engagement communiste. Mais aussi Pierre Rosanvallon, Ivan Illich, Simone de Beauvoir ou Rosa Luxembourg.

**Quels souvenirs marquants gardez-vous de ces années passées au Conseil National? Quels ont été les plus beaux moments? Et les plus difficiles?**

Les bons moments sont ceux où sait qu'on est fort parce qu'on est «juste», parce qu'on perçoit les enjeux et les solutions qui s'imposent, ou que les événements nous donnent raison. Je n'ai pas souvent remporté des victoires à court terme, mais j'ai

pu parfois ébranler les consciences et poser des jalons. Quand je regarde en arrière, je vois que certains des objectifs pour lesquels je me suis battue sont maintenant réalisés, et j'aime penser que j'y ai peut-être contribué. Les mauvais moments sont ceux où domine la désolation de ne pas parvenir à franchir l'obstacle, quand les casques à boulons de la droite dure d'en face me fixent avec agacement! Mais le souvenir le plus marquant restera incontestablement l'élection de Christophe Blocher au Conseil fédéral: les hurlements de joie de la horde des UDC, et leurs rires sarcastiques quand Ruth Metzler est montée à la tribune pour reconnaître sa défaite. Ravageur!...

**Pensez-vous que le climat tendu de cette campagne fédérale 2007 annonce un bouleversement de la scène politique en Suisse?**

Oui, mais pas seulement cette campagne. Le bouleversement est en marche depuis justement l'élection de C. Blocher au Conseil fédéral. Il y a comme un effet d'hypnose: le politique et les institutions sont comme tétanisés et se plient à sa volonté. Il a constamment «joué» avec le parlement et avec ses collègues du Conseil fédéral, provoquant, imposant, modifiant ses projets en cours de route. Simplification extrême et manichéisme: il n'y a plus de débats de fond et les partis se positionnent en fonction de slogans...

**Quels sont les prochains grands chantiers pour la gauche en Suisse? Quels grands choix de société viendront sur le tapis dans les prochaines années sur le plan fédéral?**

Le grand défi sera justement de dépasser la gestion du quotidien pour proposer des options à plus long terme, notamment sur le rôle de l'Etat et du service public, sur l'énergie, sur l'environnement, sur la santé, les assurances sociales et la consommation. Réduire le budget fédéral de 20%, privatiser, construire deux centrales nucléaires: l'UDC annonce la couleur: à la fois désengagement de l'Etat et contrôle social accru. Les radicaux suivront, et

*...Tout dépendra de la force de résistance de la gauche. Mais pour cela, il faut qu'elle reste à gauche...*

ça va faire mal. Tout dépendra de la force de résistance de la gauche. Mais pour cela, il faut qu'elle reste à gauche!

**Quels sont vos projets pour l'avenir? Prendrez-vous entièrement congé de la politique?**

Mes projets? lire, écrire, marcher...

**Quel message souhaitez-vous transmettre à toutes celles et ceux qui – à leur niveau – s'engagent pour une société plus solidaire et plus respectueuse de l'environnement?**

Pour qu'un engagement soit fécond, il faut y mettre du courage et de la générosité, un peu d'obstination, et beaucoup de confiance dans l'humanité. Je n'y ai pas toujours réussi, mais je suis sûre qu'on peut le faire et que ça marche!

*Propos recueillis par  
Raphaël Mahaim*

# Steve Biko (1946-1977)

«En prélude, les Blancs doivent être amenés à réaliser qu'ils sont aussi humains, pas supérieurs. De même pour les Noirs. Ils doivent être amenés à réaliser qu'ils sont humains, pas inférieurs.»

**Il y a trente ans, la police battait à mort dans sa cellule Stephen Bantu Biko (18 décembre 1946-12 septembre 1977) militant noir d'Afrique du Sud et une des grandes figures de la lutte anti-apartheid. Très tôt militant, il fonde en 1969 le premier syndicat étudiant noir le South African Student Organisation, étape nécessaire à la critique du paternalisme blanc et à l'émancipation. Leader du Black Consciousness Movement, plus radical que l'ANC, il prône une politique non violente et agit sur le terrain. Sa conception de la lutte pour l'émancipation était indissociable d'une lutte pour la justice sociale.**



## agenda

**Du 9 au 25 novembre**  
**Filmar en Amérique latine.**  
9<sup>e</sup> édition de ce festival qui présente plus d'une centaine de films, tous genres confondus, regroupés sous formes de thématiques fortes, traduisant aussi bien la richesse que la diversité des cinémas d'Amérique latine. Genève, Lausanne, Bienne et France voisine.  
[www.filmaramlat.ch](http://www.filmaramlat.ch)

**22 et 23 novembre**  
**Grève des ouvriers du bâtiment**  
Bienne et Tessin (suspendue)

**30 novembre**  
**Villes pour la vie – villes contre la peine de mort.**  
Le 30 novembre de chaque année, dans

plus de 600 villes dans le monde des bâtiments sont illuminés et des actions sont entreprises contre la peine de mort – Org. Amnesty International

**Du 7 au 9 décembre**  
**Coopération, développement, aide au développement... De quoi parle-t-on au juste?**

Symposium organisé par le CETIM, ayant pour objectif de développer une large réflexion sur la coopération internationale dans les domaines économiques aussi bien que sociaux et culturels.  
UniMail, Genève.  
[cetim@bluewin.ch](mailto:cetim@bluewin.ch)

**12 décembre**  
**Election du Conseil fédéral**  
Berne

## Paroles du Conseil fédéral sur les partis

«Le dénominateur commun à tous les partis politiques est leur «pauvreté» par rapport aux associations économiques et aux comités ad hoc, ainsi que l'impossibilité, dans laquelle les place leur assise financière étroite, d'assumer d'une manière satisfaisante leur fonction de formation de l'opinion. Il n'en demeure pas moins que la puissance financière des partis est inégale et qu'il est sans cesse question de la disparité des moyens qu'ils peuvent engager dans les campagnes électorales, ainsi que des effets dangereux de l'inégalité de leurs chances dans la compétition politique.» (Conseil fédéral, Feuille fédérale 1989, p. 124, *Rapport sur l'aide aux partis*).

«La précarité des ressources financières qui affecte l'ensemble des partis ne doit pas masquer les inégalités considérables qui existent sur ce plan entre les formations politiques. Cette disparité ne réside pas tant dans les contributions de leurs adhérents respectifs que dans l'inégalité de leurs chances d'obtenir l'appui financier de tiers, en particulier sous forme de dons spontanés, de subsides consentis par des milieux industriels ou commerciaux ou encore de recettes provenant de collectes. Hormis le danger que représente pour l'indépendance d'un parti un financement important reposant sur la générosité

de quelques puissants donateurs, la disparité des moyens dont disposent les partis pour les campagnes électorales constitue une menace également pour le principe de l'égalité des chances dans la compétition politique et pour l'exercice de la démocratie en général.» (Idem, p. 128-9).

«Mais pour pouvoir se prétendre démocrates, les partis doivent faire la transparence sur ces processus: publier leurs recettes et leurs dépenses pourrait y aider quelque peu. Un soutien direct par la Confédération justifierait particulièrement cette publication dans le but premier de pouvoir en examiner la nécessité, l'importance relative et les effets, ainsi que d'en contrôler l'utilisation. On pourrait aussi - à l'instar d'autres pays - faire précisément de cette obligation de publier une condition de l'octroi d'une aide financière.» (Idem, p. 156).

«C'est pourquoi nous sommes d'avis que, du point de vue constitutionnel, il existe à tout le moins de bonnes raisons d'admettre que des subventions fédérales puissent être allouées aux partis pour les frais résultant de leur participation à l'élection du Conseil national - ou, le cas échéant, aux votations fédérales.» (Idem, p. 176-77).

P.P.

CH-1450 Sainte-Croix

**Pages de gauche**  
Mensuel d'opinions socialistes